

BULLETIN D'INFORMATIONS

Publication mensuelle du Système des Nations Unies en République Démocratique du Congo



ACTUALITE

Gavi, l'Alliance du Vaccin, l'OMS, l'UNICEF passent en revue l'assistance technique en matière de vaccination.

Gavi, l'Alliance du Vaccin, en collaboration avec ses partenaires, notamment l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et d'autres, a conclu une retraite de deux jours (06-07 février 2024) à Kinshasa, sous la présidence du ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention. La retraite visait à évaluer la mise en œuvre et l'efficacité de l'assistance technique fournie par Gavi et ses partenaires pour renforcer la vaccination dans l'ensemble de la RDC dans le cadre du pilier vaccination dans le pays, balisant ainsi la voie à suivre pour les efforts mondiaux de vaccination.

La rencontre a rassemblé une soixantaine d'experts, de décideurs politiques et de parties prenantes pour délibérer sur les progrès réalisés et les défis rencontrés par la vaccination de routine dans le pays. Les participants comprenaient le Programme Elargi de Vaccination (PEV), les principaux partenaires et entités de mise en œuvre des subventions de Gavi, les donateurs, tels que la Banque mondiale, la Fondation Bill et Melinda Gates, l'USAID, et la société civile.



Les principaux domaines d'évaluation couvraient l'intégralité du soutien technique, le renforcement des capacités, les mécanismes de financement et la collaboration entre les différentes parties prenantes. Les participants à la retraite se sont engagés dans des dialogues productifs, partageant leurs expériences et leurs connaissances afin d'identifier les domaines à améliorer et de développer des stratégies innovantes pour l'avenir. Les résultats les plus attendus de ces deux jours de retraite à Kinshasa concernent entre autres la capacité du pays à disposer d'une cartographie de l'ensemble de l'assistance technique fournie par plusieurs bailleurs, afin de mieux soutenir l'amélioration de la performance du PEV, l'atteinte des objectifs de couverture vaccinale du pays, et surtout la

réduction du nombre d'enfants zéro dose et ceux qui sont insuffisamment vaccinés.

Le Secrétaire général du ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévention, Dr Sylvain Yuma Ramazani a **“apprécié l'analyse en profondeur faite par toutes les parties-prenantes aux travaux, ayant permis de produire un plan d'engagement mutuel des partenaires qui devrait désormais être présenté et évalué régulièrement après la retraite”**.

Au cours des dernières années, la RDC a développé un ambitieux plan de rattrapage qui vise à couvrir 2,8 millions d'enfants zéro dose et 4,7 millions d'enfants sous-vaccinés sur les cohortes 2019-2022. **“Avec des investissements substantiels de 1,8 milliard de dollars US à ce jour, Gavi continue de s'engager à travailler avec le gouvernement et les partenaires pour assurer que les enfants de la RDC ont accès à des vaccins qui sauvent la vie. Nous renforçons notre collaboration pour mettre en œuvre les recommandations issues de ces deux jours d'engagement afin d'améliorer la façon dont notre Alliance travaille ensemble au niveau national et sous-national”**, a déclaré Cyril Nogier, Directeur général de Gavi pour la RDC.

Le Dr Boureima Hama Sambo, Représentant de l'OMS en RDC, a réaffirmé l'engagement des partenaires à intensifier les efforts de vaccination et les a remerciés pour leur soutien indéfectible dans la longue marche pour protéger les enfants de la RDC de toutes les maladies évitables par la vaccination. C'est grâce à la collaboration et au partage de l'expertise que le pays a pu organiser des campagnes de vaccination contre la polio qui ont permis de réduire de 48% le nombre de cas de poliovirus en 2023 (280 en 2023 contre 539 en 2022).

Pour sa part, le Dr Sambo a insisté sur **“la mutualisation de nos ressources autour des priorités communes définies avec**

le gouvernement de la RDC, essentielle pour notre réussite (Une Equipe, Un Plan, Un Budget) et la redevabilité commune ainsi que l'impact de nos appuis”.

Plate-forme cruciale pour la réflexion collective et la formulation de stratégies innovantes dans le but de surmonter les défis de la vaccination en RDC dans les années à venir, cette retraite s'est conclue sur un appel à l'action, qui a permis à tous les participants de se réengager en faveur de l'objectif commun d'améliorer la couverture vaccinale.

Cet appel de Kinshasa met l'accent, entre autres, sur i) l'amélioration de la coordination et de l'engagement pour répondre aux besoins de la RDC, ii) la redevabilité mutuelle, en rendant compte des actions et résultats, selon les rôles et responsabilités de chaque partenaire, iii) la transparence, en partageant les données et informations clés afin d'assurer la complémentarité, iv) des résultats durables, grâce à l'alignement de tous les partenaires sur la stratégie nationale de vaccination à l'horizon 2030, conformément à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Même si des progrès ont été réalisés pour combler le déficit de vaccination, des défis considérables subsistent. La retraite a souligné la nécessité d'intensifier la mobilisation des ressources pour investir davantage dans l'accès équitable aux vaccins essentiels à tous les enfants de la RDC, quelle que soit leur situation géographique ou leur statut socio-économique.

À l'avenir, Gavi, l'OMS, l'UNICEF et les autres partenaires intensifieront leurs efforts pour aider la RDC à renforcer son système de vaccination, en se concentrant sur les populations difficiles à atteindre, afin que chaque Congolais puisse exercer son droit d'avoir accès aux vaccins.



LE SAVIEZ - VOUS ?

Les espaces temporaires d'apprentissage redonnent espoir aux enfants déplacés.



Le retour à l'école offre un sens de normalité aux enfants déplacés par les violences dans l'est de la République démocratique du Congo. Alors que les affrontements se poursuivent dans cette région, des milliers de familles continuent de fuir leurs foyers à la recherche de sécurité. La majorité d'entre elles se regroupent dans des sites surpeuplés, où les enfants sont souvent livrés à eux-mêmes, avec peu de possibilités de distraction ou d'éducation.

Le risque d'une génération perdue d'enfants sans éducation est plus que jamais réel avec environ 900 000 enfants non scolarisés.

À Lushagala dans la province du Nord-Kivu, l'UNICEF et ses partenaires ont installé en urgence des espaces temporaires d'apprentissage à proximité des abris pour permettre aux enfants de reprendre leur éducation primaire sans attendre.

Ishara, 9 ans, est l'un des élèves inscrits dans ces nouveaux espaces d'apprentissage. Il a fui la violence dans le territoire de Masisi, laissant derrière lui ses meilleurs amis - Christian et Destin - qu'il n'a plus revu depuis le jour de la fuite. « On partageait nos journées et on faisait nos devoirs ensemble après l'école avant de jouer », explique Ishara, l'air inquiet.

Les premières semaines dans le site étaient difficiles pour le jeune garçon habitué aux grands espaces et à être entouré de

ses amis. **“Nous avons passé beaucoup de temps sans étudier et mes seuls amis étaient mes frères et ma sœur”**, explique Ishara, qui étudie aujourd'hui dans l'un des espaces mis en place par l'UNICEF et ses partenaires. **“Je me suis fait un nouvel ami ici à Lushagala. Il s'appelle Bahati. Nous jouons ensemble à la balle à l'école, et je lui ai appris à fabriquer des voitures”**, poursuit-il. Sa soif d'apprendre et sa motivation lui ont permis d'être parmi les premiers de sa classe qui compte plus de 75 élèves. **“Je veux devenir chauffeur mécanicien et avoir mon propre véhicule”**, conclut-t-il.

Dans une autre salle de classe, Nabintu a également retrouvé le sourire depuis son retour sur les bancs de l'école. Âgée de 12 ans, Nabintu a renoué avec sa vie d'enfant au sein de l'école bien qu'elle n'apprécie pas du tout la vie quotidienne dans le camp. **“J'aime jouer avec mes amies, nous jouons à la corde et au ballon”**, explique la jeune élève.

Plus de 80 000 enfants comme Ishara et Nabintu ont accédé à l'éducation formelle ou non formelle dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, de juin à décembre 2023. L'UNICEF a installé près de 200 espaces temporaires d'apprentissage, distribué des kits scolaires et pédagogiques à 47 000 élèves et renforcé les capacités des centaines d'enseignants.



LE SAVIEZ - VOUS ?

De la forêt aux tableaux noirs : à la découverte de Mavala, à travers la brève histoire ci-dessous.



© UNICEF/RDC

Recrutée de force par un groupe armé à l'âge de 15 ans, *Mavala** incarne aujourd'hui une figure modèle pour ses élèves de première année primaire.

Lorsqu'on assiste à la leçon de mathématiques enseignée par Mavala dans une école primaire de Goma, on remarque immédiatement que la jeune enseignante de 25 ans est patiente, bienveillante et travaille avec passion pour accompagner ses élèves. **“L'éducation est très importante car l'avenir du pays est entre les mains des enfants”**, explique Mavala.

Enseignante depuis 4 ans, Mavala a pourtant un parcours de vie bien particulier marqué par la violence qui ravage l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Elle a été recrutée à l'âge de 15 ans par un groupe armé alors qu'elle allait puiser de l'eau à une source.

“Nous avons rencontré des rebelles sur notre chemin. Ils nous ont emmenées dans leur camp par force. Ils nous ont pris comme leurs femmes et nous ont violées. A la moindre résistance ils nous frappaient”, se souvient Mavala.

Mavala a subi ces abus pendant deux ans. En raison de ce qu'elles ont enduré, les filles sont particulièrement stigmatisées lors de leur retour dans la communauté.

Lorsque Mavala a réussi à s'échapper, à 17 ans, elle pensait pouvoir reprendre le cours normal de sa vie mais son retour dans la communauté n'a pas été chose facile.

Grâce à l'accompagnement d'une organisation partenaire de l'UNICEF, Mavala a été accueillie au sein de sa famille, et réin-

scrite avec succès dans sa communauté.

La jeune fille a été suivie par des psychologues et inscrite dans une école pour poursuivre sa scolarité et réapprendre à vivre en communauté.

“Cela m'a aidé à oublier mon passé”, dit Mavala, l'air joyeuse.

L'UNICEF estime qu'entre 30% et 40% des enfants associés aux groupes armés sont des filles et celles-ci font face à de multiples formes d'exploitation, de violences sexuelles et de mariages forcés.

L'UNICEF et ses partenaires viennent chaque année en aide à environ 3 000 enfants anciennement associés à des groupes armés avec l'appui du Bureau de l'USAID pour l'assistance humanitaire (BHA), de l'Aide Humanitaire de l'Union Européenne (ECHO), de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) et du Gouvernement japonais.

Un soutien médical, psychosocial, juridique et socio-économique complet est apporté aux victimes de violences sexuelles afin d'éviter la stigmatisation et l'exclusion sociale.

Convaincue que l'éducation peut transformer la vie des enfants comme elle, Mavala a décidé de devenir enseignante.

A partir de la troisième année, elle s'est orientée en pédagogie d'où elle a obtenu son diplôme, ce qui lui a permis d'entrer avec succès sur le marché du travail. Elle est aujourd'hui mariée et enseigne une classe d'élèves de première année primaire.

“Après une vie dans un groupe armé, il y a une vie normale”, affirme avec certitude Mavala, qui attend son premier enfant.



ENVIRONNEMENT

Le Plan directeur gaz de pétrole liquéfié de Kinshasa sera dupliqué dans cinq autres villes du pays



© PNUD/RDC

La République démocratique du Congo encourage l'adoption et l'utilisation du Gaz de pétrole liquéfié (GPL) parmi les alternatives pour la cuisson, grâce au travail réalisé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à travers le Fonds National REDD+ (FONAREDD). Ce dernier est engagé dans plusieurs réformes des cadres politiques et réglementaires des secteurs de développement pour réduire la déforestation, la dégradation de l'environnement et stimuler le développement durable.

Le recours au GPL est limité par le prix du combustible, la disponibilité physique du produit et des bouteilles et la faiblesse des réseaux d'approvisionnement. L'autre frein au développement du GPL en RDC, est l'absence de cadre légal, réglementaire et fiscal, qui permettrait de garantir aux investisseurs privés le bon fonctionnement durable du marché du GPL.

Pour y remédier, le PNUD à travers son programme de consommation durable et substitution partielle au bois énergie, s'est engagé à accompagner le gouvernement congolais dans l'élaboration et l'adoption de différents textes pouvant règlementer le secteur.

C'est ainsi qu'après avoir doté la ville province de Kinshasa de son Plan directeur GPL, le Programme Energie FONARRED va bientôt dupliquer le même modèle du plan pour les villes de

Goma, Bukavu, Kisangani, Lubumbashi et Mbuji-Mayi.

L'Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale (CAFI) à travers le FONAREDD, vient de disponibiliser un financement de 3 millions de dollars américains pour accomplir ce travail durant l'année 2024.

Ces fonds supplémentaires sont mobilisés par le FONAREDD et CAFI en faveur du programme afin d'élaborer des plans directeurs susmentionnés et se positionner à la hauteur des attentes fixées par les bailleurs.

Le programme de consommation durable et substitution partielle au bois énergie, est un programme mis en œuvre conjointement par le PNUD et le Fonds des Nations unies pour l'équipement (UNCDF) en RDC.

Il est mis en place dans le cadre de la stratégie d'investissement REDD+ de la RDC, afin de réduire la déforestation due à l'utilisation du bois-énergie non-durable dans le mix énergétique du pays.

Depuis sa mise en œuvre il y a 4 ans, le programme a réalisé des progrès énormes notamment l'appui aux entreprises privées dans la diffusion des foyers améliorés, l'augmentation de l'adoption du GPL de plus de 10% dans la partie est du pays, la création de plus de 1 000 emplois dans les villes pilotes, mais également l'implication du genre sur le plan social.





En Collaboration avec le Programme national de l'hygiène aux frontières (PNHF) et du Service de Quarantaine Animale et Halieutique, l'Organisation internationale pour les Migrations a appuyé la formation de 30 formateurs centraux et provinciaux sur le Contrôle sanitaire, la communication et la collaboration au niveau des Points d'entrée de la RDC.

Venus des provinces de Kinshasa, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika, Ituri et Haut-Katanga, les participants ont suivi du 19 février au 01 mars à Lubumbashi (Haut-Katanga) des modules de formation sur la Surveillance épidémiologique et la prise en charge humaine et animale au niveau des points d'entrées, le contrôle sanitaire des marchandises, la sécurité et sûreté biologique, la vaccination des voyageurs, la prévention et contrôle des infections ainsi que la communication des risque et engagement communautaire.

Cette formation avait pour but de renforcer les capacités des formateurs sélectionnés pour renforcer à leur tour les capacités des prestataires œuvrant aux points d'entrée de point, afin d'améliorer la qualité des activités d'inspection ou de contrôle sanitaire dans les frontières de la RDC.

“Nous avons identifié un gap dans les compétences techniques sur terrain. La plupart des prestataires n'étaient formés sur les procédures opérationnelles standards ainsi que sur les normes de prestations et les actes à poser pour

un bon contrôle sanitaire. Et ces formateurs invités ici à Lubumbashi auront la mission de former des prestataires qui sont déployés au niveau des points d'entrée afin d'améliorer la qualité du service qui est offert à tous les voyageurs au niveau des frontières”, a expliqué le Directeur du PNHF, le Dr Justice Nsiyo.

Pour sa part, le chef des projets santé de l'OIM, le Dr Aymen Jarboui, a exprimé la satisfaction de son organisation qui a apporté un appui technique et logistique dans l'organisation de cet atelier de 12 jours. **“La tenue de cet atelier rentre dans la droite ligne du mémorandum d'entente que le gouvernement a signé avec l'OIM pour appuyer le renforcement des capacités de deux services impliqués dans le contrôle sanitaire au niveau des points d'entrée. Ces services sont le Programme national d'hygiène aux frontières et le Service de quarantaine animale et halieutique. Nous sommes satisfaits du bon déroulement des travaux et réitère notre disponibilité à accompagner les efforts des autorités congolaises visant à améliorer le système de santé et le contrôle sanitaire”,** a-t-il affirmé.

Le projet REDISSE est un programme de renforcement des systèmes régionaux de surveillance des maladies en Afrique centrale, financé par la Banque mondiale. En RDC, ce projet est mis en œuvre par l'OIM, en collaboration avec l'Unité de gestion du Programme de Développement du Système de Santé (UG PDSS).



L'année 2024 est une année charnière pour le cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, document de base des interventions du système en appui aux priorités nationales du Gouvernement congolais. Ce document stratégique porte sur les actions prioritaires que s'assignent les Nations Unies pour une période de cinq ans prenant en compte à la fois les indicateurs d'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) mais aussi les priorités nationales consignées dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD).

Ce document quinquennal se décline en Plans de Travail Conjoint (Nations Unies & Gouvernement) annuellement. Ces derniers font des projections annuelles pour identifier les actions à privilégier en se référant aux indicateurs et résultats à atteindre. C'est un exercice d'opérationnalisation du cadre de coopération qui est toujours précédé d'un travail de revue des résultats antérieurs, dont le taux de réalisation sert aussi de soubassement pour les nouvelles projections.

Exceptionnellement, l'année 2024, et plus particulièrement le mois de février, reste une période exceptionnelle, étant donné qu'en dehors de ces exercices mandataires et habituels, s'invitent d'autres processus devant marquer la dernière année de mise en œuvre de l'actuel cadre de coopération et la préparation du nouveau, devant couvrir la période de 2025 à 2029. Ceci fait du mois de février, celui de grands enjeux de l'action à venir du Système des Nations Unies aux côtés du Gouvernement. Et au-delà de tout, du côté national, cette période coïncide aussi avec la révision du PNSD, puisque l'actuel est arrivé à échéance en décembre 2023.

Revue 2023 et planification 2024

Ces exercices habituels se sont déroulés entre le 31 janvier et le 9 février 2024. Toutes les parties prenantes concernées par le Cadre de Coopération y ont été conviées ; les Nations Unies, le Gouvernement les partenaires techniques et financiers, la société civile et le secteur privé. Au-delà d'énumérer les réalisations de 2023, lors de la revue, les participants ont aussi identifié les faiblesses à réajuster, les succès à capitaliser mais aussi ils ont formulé des recommandations à considérer dans la planification 2024 pour plus d'efficacité.

La planification 2024 est très contraignante. Non seulement parce que c'est la dernière année du cycle en cours, mais aussi à cause d'un certain nombre de changements qu'induit le processus de désengagement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation de la République démocratique du Congo (MONUSCO), en commençant par la Province du Sud-Kivu.

Evaluation finale du cadre de coopération 2020 – 2024

Cette évaluation se propose de déterminer dans quelles mesures ses produits ont contribué à la réalisation des effets attendus, afin d'orienter la mise en œuvre du prochain Cadre de coopération pour la période 2025-2029. De manière spécifique, il s'agit de mettre en exergue les résultats atteints relativement aux objectifs et de jeter un regard critique sur la manière dont les ressources ont été utilisées à travers une analyse fondée sur des évidences collectées auprès des parties prenantes.

Elle a porté essentiellement sur (1) les progrès de la mise en





œuvre de l'UNSDCF 2020–2024, (2) sa pertinence par rapport au contexte national actuel et aux engagements mondiaux du pays, (3) l'efficacité de son dispositif de coordination, et (4) l'efficience et la durabilité des interventions engagées. L'examen a porté sur les résultats obtenus, les leçons apprises, l'appréciation des programmes conjoints des Nations Unies, l'optimisation de la gestion budgétaire, les défis et les opportunités, et recommande les meilleures pratiques à prendre en compte pour la formulation du prochain cadre de coopération pour cycle 2025-2029, dans un contexte de désengagement progressif de la MONUSCO.

Planification du nouveau cycle du cadre de coopération

A moins de 10 mois de l'échéance du cycle en cours, les Nations Unies ont amorcé la formulation du prochain devant couvrir la période 2025 – 2029. Les ateliers de positionnement ont été lancés le 20 février ; il s'est agi d'identifier et valider les axes autour desquels les résultats à atteindre seront définis ainsi que l'impact attendu en faveur des communautés bénéficiaires.

Des éléments clés à prendre en compte pour cette nouvelle planification sont, notamment :

- les défis de développement auxquels le pays est actuellement confronté,
- les priorités nationales en matière de développement telles que communiquées par le Gouvernement,
- le désengagement de la MONUSCO et la mise en œuvre de la transition,
- les actions qui s'attaquent davantage aux causes profondes des conflits (nœuds gordiens)
- l'identification de nouvelles manières de travailler ensemble pour avoir plus d'impact.

La finalité étant d'accompagner et d'accélérer les changements nécessaires en vue de la réalisation de la vision nationale et de l'atteinte des Objectifs de développement durable.



Ce bulletin est produit par

**Le Groupe de Communication des
Nations Unies**

drcongo.un.org/fr

[@ONURDCongo](https://twitter.com/ONURDCongo)



**NATIONS UNIES
RD CONGO**

